

# L'élimination des mines antipersonnel

## Le traité d'Ottawa

Partage international n° [133](#) -  
Septembre 1999

Interview de John Head par Shirley Nairn

*Pour la première fois de l'Histoire, toute une catégorie d'armes largement répandues a été mise hors la loi. Le 1er mars 1999 a marqué l'entrée en vigueur de la Convention sur les mines terrestres, exigeant la prohibition de l'usage, du stockage, de la production et du commerce des mines antipersonnel, ainsi que leur destruction. Ce traité, généralement connu sous le nom de Convention d'Ottawa, aura été l'une des conventions internationales de ce type les plus rapidement ratifiées. A ce jour, 135 pays l'ont signé, parmi lesquels 81 ont déposé des actes de ratification auprès du Secrétariat des Nations unies, à New York, ce qui signifie qu'on exige d'eux qu'ils répondent à leurs engagements. Ils auront quatre ans pour détruire leurs stocks de mines antipersonnel et jusqu'à dix ans pour neutraliser celles qui sont posées sur leur territoire. Shirley Nairn, correspondante de Partage international, a interviewé John Head, porte-parole néo-zélandais de la Campagne contre les mines terrestres.*

**Partage international :** *Considérez-vous le Traité d'Ottawa comme un succès ?*

**John Head :** Oui. C'est un formidable pas en avant. Il existe désormais une interdiction internationale des mines terrestres. Bien que tous les pays n'aient pas accepté cette interdiction. Trois pays africains (le Sénégal, l'Angola et la Guinée-Bissau) ont décidé d'ignorer cette pression, mais en général les gouvernements mondiaux ne souhaitent plus utiliser les mines terrestres.

**PI.** *Que devient cette interdiction dans les régions comme le Kosovo, où les mines ont été largement utilisées ?*

**JH.** Au Kosovo, bien que les Serbes et l'Armée de libération du Kosovo aient posé des mines, les Etats-Unis et une demi-douzaine de pays européens n'en ont pas fait usage, même si les Etats-Unis n'ont pas signé le Traité et qu'ils en possèdent un stock important. Ils auraient pu larguer ce qu'ils appellent des « gators mines », qui sont en fait des mines anti-

chars couplées de mines anti-personnel. Cela aurait été extrêmement dangereux pour la population kosovare. Cela montre l'effet persuasif du Traité, et le revirement de l'opinion mondiale qui s'oppose désormais à l'utilisation des mines terrestres en temps de guerre.

**PI.** *Vous avez participé à la conférence internationale sur les mines terrestres en Russie et dans la CEI, en mai 1998. Pouvez-vous résumer l'évolution dans ces Etats ?*

**JH.** Les Russes connaissent parfaitement les avantages et les inconvénients des mines terrestres en tant qu'armes défensives, et leur expérience des programmes de déminage les a rendu conscients de la souffrance humaine qu'entraîne leur usage inconsidéré.

Nous étions informés de l'utilisation des mines en Tchétchénie, mais j'ai été consterné d'apprendre que les mines terrestres proliféraient dans beaucoup de régions de Russie. Des gens y sont tués et mutilés tous les jours.

L'armée russe affirme que les mines terrestres sont indispensables pour protéger les frontières de la nation, et les hommes politiques déclarent qu'ils ne peuvent signer le Traité car ils n'ont pas les moyens financiers de détruire les stocks existants. D'après eux, il en coûterait un milliard de dollars pour détruire toutes les mines terrestres et nettoyer le terrain miné. C'est pourquoi il serait peu réaliste de s'attendre à ce que la Russie signe le Traité à ce stade.

Jody Williams, de la Campagne internationale pour l'interdiction des mines terrestres (ICBL) du groupe des Prix Nobel de la paix, a assisté à la conférence et y a évoqué ouvertement le problème : « Le Traité d'Ottawa a fourni le cadre pour une solution au problème des mines terrestres, et démontre que les nations récalcitrantes font preuve d'un manque de volonté politique et de souci humanitaire. » Elle a déclaré qu'au cours d'une récente visite en Ukraine on lui avait affirmé que le gouvernement ne disposait pas des fonds nécessaires pour détruire les mines terrestres, en omettant le fait que le gouvernement canadien avait proposé de le faire pour lui. Elle a invité la Russie à convertir son moratoire de cinq ans sur l'exportation des mines terrestres en interdiction permanente, d'en arrêter la production dès à présent et de prévoir une date pour la signature du Traité.

**PI.** *En parlant d'un protocole des Nations unies sur les mines terrestres, il y a quelques années, vous*

*avez déclaré que ce protocole n'était qu'un bout de papier et qu'on n'avait pas les moyens de l'appliquer. Ces moyens seront-ils encore un problème majeur quand le processus de ratification du Traité d'Ottawa sera achevé ?*

**JH.** Ceci a été débattu lors de la Conférence de Maputo, au Mozambique, en mai 1999. Maputo est l'endroit le plus fortement miné d'Afrique. Sept cents représentants de la plupart des pays qui ont ratifié le Traité, plus un certain nombre d'observateurs, tels que la Chine, ont assisté à cette conférence pour examiner les effets du Traité. L'ICBL a présenté son rapport en détaillant, pour chaque pays, le nombre de mines en stock, la production annuelle, le nombre de mines enterrées et les initiatives pour aider les victimes des mines terrestres. La surveillance de l'application du Traité est principalement confiée aux organisations non-gouvernementales (ONG).

***PI.** Quel rôle les ONG et l'opinion publique ont-elles joué dans la campagne ?*

**JH.** Les gouvernements prennent les décisions, mais la population et les ONG les influencent. Au début de la décennie, les gouvernements du monde entier acceptaient les mines terrestres comme armes défensives légitimes. Grâce à la campagne menée par la Croix rouge et l'ICBL les politiques

gouvernementales ont changé, et à présent nous avons une interdiction internationale.

***PI.** Le monde sera-t-il meilleur à l'avenir ?*

**JH.** Oui. Il y a un an, les mines tuaient ou blessaient une personne toutes les 20 minutes, 500 par semaine, soit 26 000 par an. Même dans des régions comme le Cambodge, le nombre de tués ou de blessés a diminué de moitié depuis le début de la campagne. Le fait qu'on ne pose plus de mines au Cambodge en est le résultat. Cette tendance peut s'étendre au monde entier, avec l'espoir que dans un avenir proche, les mines terrestres relèveront du passé.

*Contact : John Head, CALM, 6 John Sims Drive, Wellington 6004, New Zealand. Fax. 644-384-211 ; Email : John.head@xtre.co.nz.*

Date des faits : 1 mars 1999 **Auteur** : Shirley Nairn, correspondante de Partage international , Nouvelle Zélande

**Thématiques** : [environnement](#), [politique](#)

**Rubrique** : [Entretien](#) ()